

Il faut refroidir l'économie

Attention, le titre de ce texte est trompeur ! Il ne s'agit pas ici de réfléchir aux moyens de jeter un seau d'eau sur une économie française qui tournerait trop vite et risquerait l'emballement, ce qui rendrait urgent de la ralentir. Hélas, cela fait longtemps que le besoin ne s'en est pas fait sentir. Le niveau modéré de sa croissance et l'importance de son chômage montrent que la France n'est nullement menacée aujourd'hui par cette surchauffe-là.

Non, la question est celle du rôle que peut et que devrait jouer l'économie pour limiter la vraie surchauffe, celle que nous avons encore constatée cet été. Celle de la planète. Si l'on peut discuter à l'infini du lien entre le réchauffement climatique et chaque canicule, le sens de l'histoire est clair. Partout, les épisodes se succèdent et nous nous inquiétons désormais pour nos conditions de vie et celle de nos enfants, plus seulement pour nos lointains descendants. Les milliers de scientifiques qui aboutissent aux mêmes conclusions ne se trompent pas tous, n'en déplaise à Donald Trump.

Le système d'économie de marché tel qu'il fonctionne depuis plus d'un siècle a une responsabilité dans cette situation. S'il a amélioré la vie de milliards de personnes (à

l'inverse de ses concurrents collectivistes ou du romantisme du « c'était mieux avant »), ce type de croissance est devenu insoutenable dans la durée. Il consomme et épuise trop d'énergies qui dégradent la nature et compromettent l'avenir de l'humanité.

L'écologie pour sauver le capitalisme

Il est dès lors plus que temps que l'économie rassemble toutes ses forces pour livrer cette bataille-là : celle de la transition écologique. Pour inverser la vapeur, si l'on ose dire. Seule l'écologie peut sauver le capitalisme, lançait avant l'été l'éditorialiste Jean-Marc Vittori dans *Les Échos*. Bien vu. De fait, nombre d'acteurs du système financier ou des grandes entreprises ne savent plus quoi faire de leur argent, aucun grand projet mobilisateur et rentable n'apparaissant. Du coup, ils redistribuent largement à leurs actionnaires ou rachètent leurs propres actions. « **Le capitalisme est une force qui va, mais qui ne sait pas où elle va** », avait philosophé un jour l'ancien Premier ministre socialiste Lionel Jospin.

Décarboner les transports, réduire partout les consommations d'énergies, remplacer les centrales

polluantes par des énergies renouvelables ou plus propres, tout cela nécessite des investissements financiers colossaux. La chance est que le capitalisme en a les moyens. Pour leur part, les États doivent imposer des objectifs plus ambitieux qu'aujourd'hui, par exemple en fixant un prix élevé au carbone. Et, là où c'est nécessaire, maîtriser leur démographie. Les États-Unis trainent des pieds ? Cela ne durera pas. Au-delà, concrètement, le progrès technique ne pourra pas tout, chacun devra apprendre une certaine sobriété dans son mode de vie et accepter de réallouer nos ressources pour payer plus cher notre alimentation. Les générations montantes en ont déjà les réflexes, écoutons-les !

Face au changement climatique, nous disposons de trois leviers : l'atténuation du réchauffement, l'adaptation à un climat plus rude et la réparation des dégâts causés par les catastrophes – incendies, inondations, canicules meurtrières, etc. C'est aux peuples de faire pression, au niveau mondial, pour que l'économie et le politique ne considèrent pas qu'il est déjà trop tard pour freiner le réchauffement. Il est encore temps.

(*) Directeur délégué de la rédaction des *Échos*.